

Acte rendu exécutoire après :

- transmission en Préfecture le : 06 JUIN 2023
- publication le : 07 JUIN 2023

Rapport présenté par G. HUG

Session ordinaire	Par visio-conférence Début : 10h30 / Fin : 11h20
Convocation, ordre du jour et rapport préparatoire transmis le	17 mai 2023
Convocation et ordre du jour publiés électroniquement le	17 mai 2023
Présidence	Gérard HUG
Secrétaire de séance	Jean-Laurent KISTLER

Délégués statutaires	16	
Délégués présents	10	Céline KERN-BORNI – Myriam PARIS – Franck FAVRE – Lucien MULLER – Gérard HUG – Claude BRENDER – Odile UHLRICH-MALLET – Yann QUIQUANDON – Nicolas BRUTIN – Jean-Laurent KISTLER
Procurations	4	Céline KERN-BORNI, procuration de Bertrand BURGER – Lucien MULLER, procuration de Eric STRAUMANN – Odile UHLRICH-MALLET, procuration de Christelle LEHRY – Jean-Laurent KISTLER, procuration de Lionel ROUILLON
Absents non représentés	2	Christian ZIMMERMANN – Philippe THENOZ

VENTE FIBERWEB SAS – RENONCIATION A TOUS DROITS ET RESERVES PREVUS AU PROFIT DU SYNDICAT MIXTE OUVERT

La société Sodoca, aujourd'hui Fiberweb SAS, est propriétaire par actes administratifs de vente du 03 février 1971 et du 09 février 1977 des parcelles cadastrées suivantes sur le ban communal de Biesheim :

Section	N°	Lieudit	Surface
58	89/68	zone industrielle	03 ha 71 a 80 ca
58	90/70	zone industrielle	06 ha 79 a 96 ca
58	93/71	zone industrielle	00 ha 27 a 17 ca

Une vente de ces parcelles au profit la société Schilliger Bois est en cours.

Aux termes des articles 17 de l'acte administratif de vente du 03 février 1971 et 14 de l'acte administratif de vente du 09 février 1977, il convient à ce stade que le Syndicat se prononce quant à la renonciation à tous droits et réserves prévus tels que l'interdiction de vendre, de morceler, d'aliéner et de droit à rétrocession.

Le Comité Syndical, après en avoir pris connaissance et avoir délibéré,

- **RENONCE** dans le cadre de la vente à intervenir entre les sociétés Fiberweb SAS et Schilliger Bois, à tous droits et réserves prévus au profit du Syndicat tels que l'interdiction de vendre, de morceler, d'aliéner et de droit à rétrocession à son profit, ainsi qu'aux délais de 3 et 6 mois d'avisement préalable du Directeur de l'Etablissement Public en cas de vente ;
- **AUTORISE** le Président à engager toutes les démarches et signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité
Pour extrait conforme
Le Président
Gérard HUG

